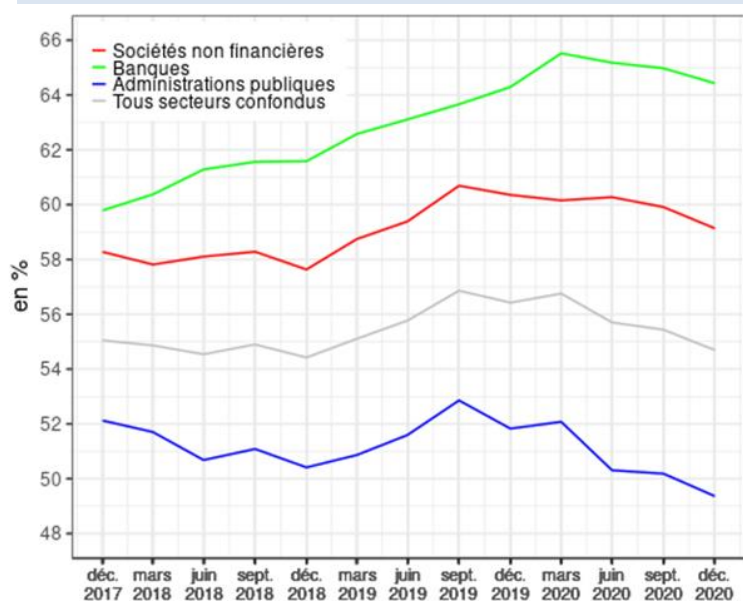


## Émission et détention de titres français au 31 décembre 2020

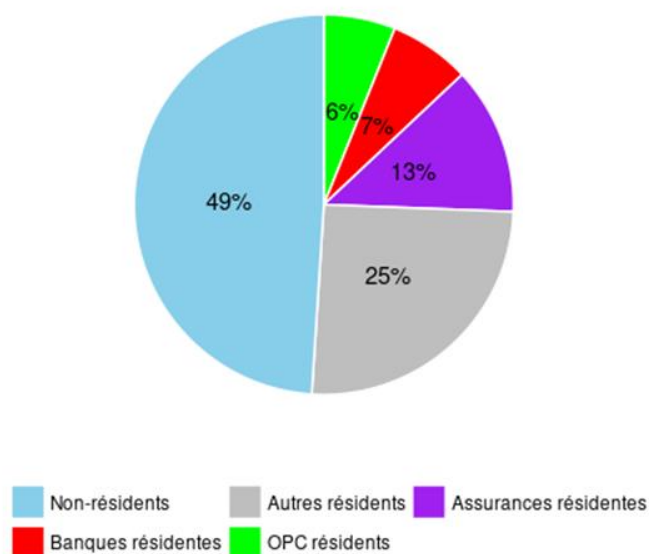
### La détention non-résidente des titres français diminue en 2020

- Au 31 décembre 2020, le taux de détention non-résidente des titres émis par les résidents français est de 49 % (50 % fin 2019, 47 % fin 2018).
- La détention non-résidente de la dette publique de long terme a diminué en 2020, revenant de 52 % fin 2019 à 49 % fin 2020. Cette baisse s'explique principalement par les achats nets de titres par la Banque de France dans le cadre des programmes de l'Eurosystème.
- La part de la France dans les émissions brutes de titres de dette de la zone euro a augmenté pour le secteur bancaire (35 % en 2020 après 28 % en 2019) alors qu'elle a baissé pour les administrations publiques (33 % après 37 %) et les sociétés non financières (44 % après 47 %).

**Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)**



**Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin décembre 2020**



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-reference-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.

## Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin déc. 2020	Cumul 4 trimestres		T4 2020	
<b>TOTAL</b>	<b>6 686</b>	<b>413</b>	<b>176</b>	<b>-1</b>	<b>-3</b>
<b>TITRES DE DETTE (1)</b>	<b>4 376</b>	<b>398</b>	<b>170</b>	<b>-11</b>	<b>-16</b>
<b>Sociétés non financières</b>	<b>690</b>	<b>78</b>	<b>29</b>	<b>-10</b>	<b>-5</b>
<b>Administrations publiques (4)</b>	<b>2 306</b>	<b>272</b>	<b>86</b>	<b>-22</b>	<b>-35</b>
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	252	112	66	-26	-16
<i>dont État (4)</i>	2 032	181	16	-17	-35
<b>Banques (2)</b>	<b>1 180</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>12</b>	<b>20</b>
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	284	2	-4	-3	-3
<i>dont émissions de court terme</i>	203	-14	6	7	20
<b>Institutions financières non monétaires (3)</b>	<b>200</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>4</b>
<b>ACTIONS COTÉES (1)</b>	<b>2 310</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>12</b>

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.  
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.  
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.  
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

## Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin déc. 2020		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin déc. 2020		France	Zone euro	Fin déc. 2020	Fin déc. 2019
	<b>TITRES DE DETTE</b>	<b>18 764</b>	<b>23%</b>	<b>2 699</b>	<b>8 908</b>	<b>30%</b>
Sociétés non financières	1 546	45%	373	856	44%	47%
Administrations publiques	9 526	24%	1 172	3 522	33%	37%
Banques	4 343	27%	1 008	2 854	35%	28%
<i>dont émissions de court terme</i>	452	45%	815	2 046	40%	29%
Institutions financières non monétaires	3 348	6%	146	1 675	9%	8%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

